

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-Comunaute-Andine-de-Nations-negocie-avec-l-UE>

Rencontre à Bogotá

La Communauté Andine de Nations négocie avec l'UE

- Empire et Résistance - Blocs régionaux - CAN -

Date de mise en ligne : mardi 18 septembre 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La Communauté Andine de Nations (CAN) a commencé des conversations avec l'UE pour parvenir à un " *Accord d'Association* " entre les deux blocs. Mais le Vieux Continent il agit comme un bloc homogène, tandis que les Sudaméricains expriment encore leur volonté individuelle à travers ses quatre membres.

Le président de la Colombie, Alvaro Uribe, a ouvert hier soir les négociations à Bogotá entre la Communauté Andine de Nations (UN CAN) et l'Union Européenne (UE) pour un Accord d'Association, un type d'accord qui va au-delà d'un simple traité de libre échange (TLC), puisque l'on prévoit d'y inclure des sujets comme le rapprochement politique, la coopération, l'immigration et la question environnementale.

Le point de départ est très différent : l'UE négocie comme s'il s'agissait d'un seul pays (composé de 27 états) de 500 millions d'habitants, tandis que le CAN (composée par la Bolivie, la Colombie, l'Équateur et le Pérou) doit encore rendre compatibles les intérêts de ses quatre membres.

"L'UE a un seul négociateur et le CAN quatre, mais qui agiront dans un bloc", a dit le ministre colombien du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme, Luis Plata, dont le pays exerce actuellement la présidence tournante du bloc andin. Les nations sud-américaines et l'UE, ont décidé que l'Accord d'Association va s'articuler autour de trois piliers : le dialogue politique, la coopération, et le commerce.

Le point qui empêche la mise en oeuvre d'accords commerciaux bilatéraux avec l'UE, et multilatéraux dans le cadre de l'Organisation Mondiale de Commerce (OMC) c'est la réticence du Vieux Contenant à ouvrir son marché agricole, et à éliminer les subventions à la production domestique.

Et c'est ce type de production que le CAN a à offrir aux 27 membres de l'Union. Mais la position andine n'est pas homogène : tandis que la Bolivie et l'Équateur sont plus durs face à l'éventualité d'une signature d'un TLC (qui fondamentalement n'ouvre pas les marchés agricoles européens), la Colombie et le Pérou mettent en avant une politique d'ouverture commerciale. S'il existe des inconvénients pour les pays sud-américains, la réticence ne viendra pas de Bogotá et ni Lima.

Parmi les sujets "sensibles" apparaît aussi la question de l'immigration, sujet qui a été proposé par les membres de la CAN. De même que la question de l'environnement, dans sa face actuelle baptisée changement climatique, va avoir un paragraphe dans les délibérations. L'idée est de rester vigilant pour ne pas faire dériver ce sujet vital vers une discussion sur les agro-combustibles et leur définition comme source d'énergie "propre".

Le versant commercial de l'accord va être négocié *sur quatorze points* sur des sujets spécifiques, tandis que les autres deux piliers, coopération et dialogue politique, au début sont réduits à une table, puisque les négociateurs font partie de mêmes équipes.

L'accord cherche à refléter la reconnaissance préalable entre les deux blocs des asymétries à l'intérieur des pays de la CAN et entre celle-ci et l'UE, ainsi que les sensibilités des premiers sur des sujets spécifiques. Les deux parties vont analyser, dans cette première rencontre, les objectifs et les portées de la négociation, les procédés et les calendriers, ainsi que les méthodes et les modalités des négociations dans chacun des trois groupes.

Selon les propres chiffres de la CAN, dont le secrétaire général, l'équatorien Freddy Ehlers assiste à la négociation, le commerce avec l'Europe a été l'an dernier de 16, 595 milliards de dollars, 52,2 % de plus qu' il-y-a dix ans. Les exportations des quatre pays andins vers l'UE s'élèvent à 9,336 milliards de dollars en 2006 et soit 68,5 % de plus qu'il y a dix ans. De leur côté les ventes européennes à la CAN s'élèvent à 7,259 milliards de dollars, avec une croissance en dix ans de 35,4 %.

Les rencontres suivantes vont se tenir à Bruxelles (siège des organismes communautaires européens) en décembre de cette année ; en février 2008 dans une ville de la CAN pour retourner , en avril, à Bruxelles un siège des organismes de l'UE.

Les délégations des deux blocs relèvent l'importance de consulter et d'informer ses sociétés civiles respectives et d'explorer la possibilité de mécanismes communs de consultation.

Pour l'Europe les accords d'association sont les plus complets et les avancés qu'on peut atteindre, à l'exception de ceux menés avec les nations qui aspirent à être membres de l'Union.

Avec la CAN, l'UE a souscrit un accord cadre de coopération en 1993 et un accord pour le dialogue politique et la coopération en 2003 qu'elle attend voir consolidé dans la négociation en cours.

En ce qui concerne le dialogue politique CAN-UE, un Conseil de l'Association va être créé, institution à laquelle participeront les Chancelleries des pays des deux blocs et, selon les sujets à traiter, d'autres.

Traduction de l'espagnol pour *El Correo* de : Estelle et Carlos Debiasi

Por la Redacción de [APM](#)

La Plata. Argentina, le 18 septembre 2007